

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES

Aux membres du PROE (Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement)

Rapport sur l'audit des états financiers

Avis

Nous avons réalisé un audit des états financiers du PROE (le Secrétariat), qui intègrent :

- L'état de la situation financière au 31 décembre 2016 ;
- le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos ; et
- les notes complémentaires, y compris un résumé des principales conventions comptables.

Selon notre appréciation, les états financiers ci-joints décrivent de manière juste, dans tous ses aspects significatifs, la situation financière du Secrétariat au 31 décembre 2016, ainsi que ses résultats financiers et flux de trésorerie pour l'exercice clos, conformément aux normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards - IFRS*).

Fondement de notre avis

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales en la matière (ISA). Nos responsabilités au titre de ces normes sont plus amplement décrites à la section *Responsabilités du commissaire aux comptes dans le cadre de l'audit des états financiers* de notre rapport. Conformément au *Code de déontologie à l'usage des comptables professionnels* (Code IESBA) de l'International Ethics Standards Board for Accountants, ainsi qu'aux exigences déontologiques pertinentes dans le cadre de notre audit des états financiers au Samoa, nous sommes indépendants du Secrétariat et avons satisfait nos autres responsabilités éthiques conformément à ces exigences et au Code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour formuler notre avis.

Autres informations

La direction est responsable des autres informations. Les autres informations sont constituées du Rapport de la direction joint aux états financiers, mais n'incluent pas les états financiers et notre rapport d'audit relatif à ceux-ci.

Notre appréciation des états financiers ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune forme de garantie quant à celles-ci.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, nous sommes chargés de prendre connaissance des autres informations et, ce faisant, d'évaluer si celles-ci présentent une quelconque contradiction avec les états financiers ou avec les informations obtenues dans le cadre de notre audit ou semblent comporter des inexactitudes significatives. Si, sur la base de notre travail, nous estimons que ces autres informations sont inexactes, nous nous devons de le signaler. Nous n'avons rien à déclarer à cet égard.

Responsabilité de la direction et des personnes responsables de la gouvernance des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne que la direction estime nécessaire afin de permettre la préparation d'états financiers exempts d'inexactitude significative résultant d'une quelconque fraude ou erreur.

Dans le cadre de la préparation des états financiers, la direction est chargée d'évaluer la capacité du Secrétariat à poursuivre son exploitation, de divulguer, le cas échéant, les problématiques liées à la continuité de son exploitation et de se fonder sur cette base comptable, sauf si la direction entend liquider le Secrétariat ou cesser ses activités, ou n'a aucune autre alternative réaliste que de procéder ainsi.

Les personnes responsables de la gouvernance sont également chargées de superviser le processus d'établissement de l'information financière du Secrétariat.

Responsabilités des commissaires aux comptes dans le cadre de l'audit des états financiers

Notre objectif est d'acquiescer l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne présentent aucune inexactitude significative, résultant d'une quelconque fraude ou erreur, et d'émettre un rapport d'audit reflétant notre opinion. Une assurance raisonnable constitue un degré élevé de garantie, mais ne certifie pas qu'un audit mené à bien conformément aux ISA détectera systématiquement une inexactitude significative si celle-ci existe. Les inexactitudes peuvent résulter d'une quelconque fraude ou d'une erreur et sont considérées comme étant significatives, individuellement ou collectivement, s'il peut être raisonnablement estimé qu'elles influenceront les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'un audit conforme aux ISA, nous avons exercé notre jugement professionnel et fait preuve de scepticisme professionnel tout au long du processus. Nous avons également :

- identifié et évalué les risques d'inexactitude significative des états financiers, qu'elle résulte d'une fraude ou d'une erreur, conçu et appliqué des procédures d'audit adaptées à ces risques, et obtenu des preuves d'audit suffisantes et appropriées pour fonder notre avis. Le risque de ne pas détecter une inexactitude significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui inhérent à une inexactitude résultant d'une erreur, dans la mesure où la fraude implique une connivence, une falsification, une omission intentionnelle, une fausse déclaration ou une violation du contrôle interne.
- pris en considération le contrôle interne applicable à l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non afin d'exprimer un avis sur l'efficacité du contrôle interne du Secrétariat.
- évalué le caractère adéquat des conventions comptables utilisées et la nature raisonnable des estimations comptables et des divulgations y afférentes effectuées par la direction.
- établi des conclusions quant au caractère adapté de l'usage par la direction de la base d'exploitation comptable et, sur la base des éléments probants obtenus, déterminé si des inexactitudes significatives existent en ce qui concerne les événements ou conditions pouvant jeter un doute raisonnable quant à la capacité du Secrétariat à poursuivre son exploitation. Si nous concluons qu'une inexactitude significative existe, nous sommes tenus de signaler dans notre rapport d'audit les informations y afférentes figurant dans les états financiers ou, si de telles informations sont inadéquates, de modifier notre avis. Nos conclusions reposent sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou circonstances futurs peuvent conduire le Secrétariat à cesser de poursuivre son exploitation.
- évalué la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris des divulgations, et déterminé si les états financiers reflètent les transactions et événements sous-jacents d'une manière permettant une présentation fidèle.

Nous avons communiqué avec les personnes responsables de la gouvernance en ce qui concerne, entre autres, la portée supposée et la chronologie de l'audit, ainsi que les principales conclusions d'audit, y compris toute lacune significative en matière de contrôle interne, identifiée au cours de notre audit.

Rapport relatif aux exigences de réglementation financière du PROE

En application de l'article 32 du règlement financier du PROE, nous portons à votre connaissance les points suivants. Notre avis d'audit n'est pas modifié sur la base de ces points :

- a) L'étendue et la nature de notre examen ont été expliquées à la section sur la *Responsabilité des commissaires aux comptes* ci-dessus et sont conformes aux normes internationales d'audit. Les états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2016 ont été préparés en conformité avec les normes internationales d'information financière.
- b) Aucun fait spécifique ne compromet l'exhaustivité et la fidélité des comptes.
- c) Nous confirmons la fidélité des registres de l'équipement suite à l'inspection physique des nouveaux biens et à la vérification des biens cédés pendant la période comptable.
- d) Les procédures financières du PROE sont satisfaisantes d'après notre examen des procédures financières nécessaires à la formulation de l'avis des commissaires aux comptes exprimé plus haut.
- e) La couverture des biens du PROE est satisfaisante d'après notre examen des documents d'assurance.
- f) Le PROE comptabilisait une position de réserve négative au 31 décembre 2016 de (468 160 USD) dollars. Ce chiffre représentait une amélioration par rapport à la position de réserve négative déclarée le 31 décembre 2015 de (778 112 USD) dollars. En outre, le PROE présentait un excédent net de 346 898 USD pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, contre un déficit net de (261 729 USD) dollars pour l'année précédente.

Malgré l'amélioration des résultats financiers de 2016, la capacité du PROE à poursuivre son exploitation dépend du financement continu des états membres et des donateurs. Un financement supplémentaire est nécessaire pour permettre au Secrétariat de restaurer une position de réserve positive.

BDO Samoa
Comptables agréés

Ernest Betham
Associé

Apia
Samoa.
30 mars 2017